

## Newsletter de Transform ! Europe

02/2012, février 2012

### « Ils ne nous font pas peur, ils nous mettent seulement en colère ! » La crise et le peuple en Grèce.

*Stavros Panagiotidis, chercheur, Institut Nicos Poulantzas*

**Ce qu'on appelle négociations entre le gouvernement grec et la troïka (Union européenne - Fonds monétaire international - Banque centrale européenne) ont abouti à ce qui avait été prescrit : une baisse de 22% du salaire minimum (et jusqu'à 40% pour les autres), ce qui signifie que les Grecs devront vivre avec un revenu de 400 € par mois, ainsi qu'une réduction de 15% des pensions déjà très basses et le licenciement de 150.000 fonctionnaires, ont été décidés.**

L'annonce des intentions du gouvernement a provoqué des vagues de colère en Grèce et la Confédération Générale des syndicats a appelé à une grève de 48 heures. Le dimanche, jour du vote, une énorme manifestation a eu lieu. Des centaines de milliers de manifestants ont inondé les rues tout autour du Parlement. Les provocations des forces de police (avec la propagande des médias dominants disant que le rassemblement ne dépassait pas 20.000 participants !) ont montré que le gouvernement redoute les réactions populaires et ont prouvé sa volonté d'empêcher la manifestation et de terroriser les citoyens.

Le premier objectif a été atteint lorsque les forces de police, après des heures de violence contre les personnes dans les rues avoisinantes, ont attaqué sans aucune justification le cœur de la manifestation en lançant des bombes lacrymogènes, ce qui a provoqué de nombreuses pertes de connaissance, des blessures ou même des problèmes de suffocation. Plus de 50 manifestants ont dû aller dans les hôpitaux, avec des blessures ou des problèmes respiratoires. Une fois de plus, Internet a été inondé de vidéos montrant les actions illégales de la police.

Le deuxième objectif n'a jamais été atteint. Notamment quand Mikis Theodorakis et Manolis Glezos, les deux figures les plus marquantes de l'histoire grecque contemporaine, ont tenté d'entrer au Parlement et ont subi des violences des forces de police, les manifestants étaient furieux. Theodorakis et Glezos ont finalement réussi à pénétrer dans la salle du Parlement, selon leurs propres termes, "afin de regarder les membres du Parlement dans les yeux, au moment où ils se préparent à voter la mort de la Grèce!"

La semaine dernière, les fonctionnaires de l'UE ont préparé ce résultat avec des déclarations publiques, affirmant qu'il fallait réduire le salaire minimum grec, puisque celui du Portugal et de l'Espagne était encore plus faible. En dehors de l'affirmation cynique que les travailleurs européens doivent être payés le moins possible, cette déclaration offre également un excellent exemple de la manière fallacieuse d'utiliser les données. Le niveau des prix dans le pays, à la fois de biens et services est aussi crucial pour le niveau de vie des Grecs que le salaire moyen (qui, en Grèce est beaucoup plus faible que dans les pays précédemment cités). Celui-ci est beaucoup plus élevé que dans presque tous les pays de l'UE pour diverses raisons, en rapport avec les taxes imposées sur les marchandises et les dysfonctionnements du marché ainsi que la création de cartels. En outre, la part de ceux qui travaillent sans assurance a augmenté considérablement, atteignant 30%, ainsi que celle de ceux

qui travaillent pour moins que le salaire minimum.

L'idée des dirigeants politiques de l'UE et des bureaucrates est simple et ancienne : « diviser pour régner » est leur slogan officieux, en essayant d'opposer entre eux les classes des travailleurs européens. Jusqu'à présent, c'était aussi le cas en Grèce. Au début de la crise, le gouvernement et les principaux médias ont excité le ressentiment contre les fonctionnaires, affirmant que qu'il fallait réduire leurs salaires et se débarrasser d'une grande partie d'entre eux. Les gens semblaient d'accord avec cette idée du fait que les nominations d'une partie importante du secteur public du pays ont été faites non pas selon des procédures méritocratiques, mais selon un système clientéliste et en raison de divers dysfonctionnements du secteur public. Toutefois, cela n'a pas abouti à un secteur public plus important ou plus coûteux que ceux de la plupart des pays européens. Les partis de gauche avaient alerté sur le fait que cette façon de procéder n'aurait pas d'incidence seulement sur les fonctionnaires, mais aussi sur les travailleurs du secteur privé. Durant les derniers mois, lorsque les effets de ces politiques se sont ressentis, les gens n'ont pas paru prêts à accepter de telles mesures. Même certaines unes et certains discours des médias dominants ont complètement changé de position passant du soutien aux mesures à leur condamnation.

### **Ne laisser personne seul face à la crise**

La prise de conscience que les gens partagent des intérêts communs a été stimulée par l'apparition d'une diversité d'initiatives locales à l'appel de réseaux sociaux de solidarité, opérant sous le slogan « Ne laisser personne seul face à la crise ». Ces initiatives sont organisées par des citoyens, parfois avec la participation d'institutions, telles que les municipalités - à majorité de gauche ou non. Les gens proposent de travailler dans ces structures, pas seulement par charité, mais aussi comme moyen de s'aider soi-même face aux conséquences de la crise. Recueillir des biens alimentaires pour les familles pauvres, les sans-abri ou même les grévistes, créer des banques de temps, où les gens échangent de services (par exemple, un médecin peut offrir ses services deux fois par semaine et en échange un professeur de mathématiques offrira des leçons à ses enfants, etc), mener des actions pour empêcher la compagnie d'électricité de couper l'électricité à ceux qui n'ont pas payé une nouvelle taxe importante sur les biens qui a été ajoutée à la facture d'électricité, ne sont que quelques exemples d'initiatives. Ces démarches créent une situation totalement nouvelle en Grèce, apprenant aux gens que l'organisation des structures et des fonctions sociales, ce qui est le sens réel de la politique, ne doit pas seulement être considérée comme une responsabilité des experts, mais comme une tâche quotidienne de chacun. Et que, contrairement au « diviser pour régner » de ceux qui sont au pouvoir, notre propre mot d'ordre qui s'applique à nos pratiques d'auto organisation est « Ensemble, nous sommes ».

### **Bouleversement de la scène politique**

La situation semble avoir sérieusement affecté la façon dont les gens perçoivent la politique. Une série de sondages indiquent que la scène politique en Grèce est nettement en train de changer. Tous montrent l'éclatement du premier parti, le Parti social-démocrate du PASOK, passant de 44% aux élections nationales de 2009, à 10%. Le Parti conservateur de la Nouvelle Démocratie est en tête de tous les sondages, mais avec un pourcentage qui ne dépasse pas 30%, ce qui ne lui permet pas de constituer un gouvernement à lui seul. Le troisième parti du gouvernement de coalition, le parti populiste anti-immigrés, parti d'extrême droite du LAOS, souffre

également des conséquences de sa décision d'y participer, ne dépassant pas 5%. C'est aussi la conséquence du fait que le LAOS est le seul exemple de parti d'extrême-droite européen très néolibéral, ce qui le rend incapable d'une représentation politique cohérente des couches sociales les plus touchées par la crise.

Deux autres facteurs doivent être considérés. Le premier est la montée du parti d'extrême droite néo-nazi, *L'Aube d'or*, qui, selon certains sondages, pourrait même entrer au Parlement. C'est le résultat du programme néolibéral de LAOS et de la déception qu'il a provoquée chez une partie de ses électeurs traditionnels. C'est également un signe indiquant que dans le contexte de la crise, la radicalisation de la population pourrait aussi revêtir un caractère conservateur. Le deuxième facteur est la montée de la gauche. SYRIZA semble en passe de doubler son score, passant de 5% à 13%. Le Parti communiste progresse également, atteignant les mêmes pourcentages que SYRIZA. Les deux gagnent des voix sur le PASOK et, dans une moindre mesure, sur la Nouvelle Démocratie. Le nouveau facteur intéressant est la présence du parti de la Gauche Démocratique, créé par d'anciens membres de Synaspismos et du PASOK, ayant les mêmes pourcentages que le reste de la gauche, ou même davantage selon certains sondages.

Le mandat officiel de l'actuel gouvernement expire en octobre 2013. Les partis de l'opposition ( qui comprennent hypocritement la Nouvelle Démocratie, qui participe au gouvernement) demandent la tenue d'élections immédiates. La proposition de la SYRIZA, exprimée sans relâche par son président, Alexis Tsipras, est la formation d'un gouvernement de gauche avec un programme minimum d'annulation du Memorandum, l'augmentation des impôts sur les hauts revenus et les grosses fortunes, la renégociation de la dette en en annulant et un moratoire de 3 ans jusqu'à ce que l'économie grecque ait un excédent. Le Parti communiste et la gauche démocratique rejettent tous deux cette proposition. Le Parti communiste affirme qu'il n'y a pas de terrain possible pour une telle coopération, parce que SYRIZA n'accepte pas le retrait du pays de l'UE. La gauche démocratique rejette également la proposition, au motif que SYRIZA ne soutient pas entièrement la participation de la Grèce à l'UE ! Ce qui est vrai, c'est qu'un gouvernement de la gauche ne fait pas partie de la stratégie de ces partis. Le Parti communiste, qui a récemment adopté Staline comme son archétype pour la construction du socialisme, rêve d'une révolution de type classique qui mènera à une «dictature du prolétariat» et à un système de parti unique. La déclaration de son secrétaire général, selon laquelle la formation d'un gouvernement de gauche ne ferait qu'offrir à la classe bourgeoise un délai pour reconstruire ses forces politiques et reprendre le pouvoir, montre bien la position du parti. La Gauche démocratique, quant à elle, envisage de participer à un gouvernement avec le PASOK ou les nouveaux partis et des groupes qui en seraient issus, en cas de scission.

Ainsi, le paysage en Grèce est complexe et très conflictuel à l'heure actuelle. La seule chose sûre, c'est que ce qui va suivre dépendra fortement des réactions des grecs. Les décisions du gouvernement ainsi que l'attitude des partis de gauche après les élections seront affectées par la mobilisation de tous les types de mouvements et d'initiatives. Dans le même temps, avec la tentative des dirigeants des systèmes politiques de réduire la capacité des citoyens à influencer sur les politiques publiques, et même à avoir un gouvernement issu d'élections et non imposé de force par la Troïka et les négociations de trois partis, les mobilisations et les réactions publiques face à ces nouvelles décisions autoritaires créent de nouvelles sortes d'opportunités pour des issues politiques radicales. Les rues grecques sont prêtes à accueillir une fois de

plus notre colère, nos luttes et nos espoirs. Les engagements et les objectifs que tous ceux qui ont participé à la grande manifestation partagent désormais se sont avérés beaucoup plus forts que la peur que le gouvernement des néolibéraux, des banquiers et des fascistes tente de nous imposer. L'un des principaux slogans des manifestations a été : « Ils ne nous font pas peur, ils nous mettent seulement en colère ! »

## **Forum de Sao Paulo : un pas en avant prometteur**

*Par Maite Mola, Vice-présidente et coordinatrice politique du Parti de la Gauche Européenne*

Le Forum de Sao Paulo (FSP) est une organisation de dizaines de partis de gauche et progressistes des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Il travaille depuis des années et a une forte influence dans la vie politique d'Amérique latine, et il est aussi un référent du fonctionnement unitaire de la gauche mondiale.

La réunion pour fonder le Secrétariat européen du Forum de Sao Paulo a eu lieu à Madrid, les 27 et 28 janvier 2012, avec la participation de 18 partis politiques d'Amérique latine et des Caraïbes, actifs dans 13 pays européens. Des organisations européennes comme le PGE, la GUE ou Transform! étaient présentes à la réunion. La réunion a été convoquée sur décision de la 17ème rencontre du FSP qui s'est tenue à Managua, en mai 2011.

Les partis politiques présents ont exprimé leur soutien aux changements en cours en Amérique latine et à la forte participation de cette dernière aux luttes sociales, ainsi que leur solidarité avec les gouvernements progressistes et de gauche, et l'espoir pour les processus d'intégration régionale. La défense de l'environnement était présente dans toutes les manifestations ; c'était un sujet transversal qui devait être présent dans tous les travaux.

Ils ont exprimé aussi leur soutien aux résolutions du Forum de Sao Paulo sur les peuples indigènes contre le colonialisme et l'impérialisme, pour la défense de l'indépendance de Porto Rico, le soutien des droits de l'Argentine sur les îles Malvinas et la solidarité à tous les peuples du monde sous domination coloniale des pays européens, tels qu'Aruba, Curaçao, Bonaire et la Guyane française.

Une solution politique négociée au conflit en Colombie a été proposée. C'est un sujet clé dans la situation régionale, la Colombie et son peuple souffrant très fortement la situation du pays.

Quant à l'Europe, les parties présentes ont convenu de la nécessité de soutenir la lutte contre la xénophobie et le racisme, pour défendre les droits des migrants, réaliser des campagnes d'information et de sensibilisation sur leur situation, mettant en évidence les contributions importantes que ces gens apportent à l'économie, la culture, la démocratie et au développement des pays européens.

Les participants à la réunion du Secrétariat ont travaillé en différentes commissions qui ont examiné la composition et le fonctionnement du Secrétariat exécutif européen, notamment les droits politiques, droits économiques, sociaux et culturels des migrants et les relations des Institutions de l'UE avec l'Amérique latine et les Caraïbes.

En outre, il est devenu clair que la crise qui existe dans le monde est une crise du capitalisme néolibéral, avec un impact fort sur les pays d'Amérique latine. Mais dans cette région, la crise agit de manière différente car les gouvernements de gauche et progressistes font des politiques basées sur la protection des droits sociaux, des services publics et des droits des travailleurs. Ils ont analysé que, en

Europe, ;l'offensive en cours est la mise en œuvre de programmes d'austérité comme ceux que le FMI et la Banque mondiale ont imposés dans le passé en Amérique latine et aux Caraïbes.

Les parties présentes à l'assemblée de fondation du Secrétariat européen ont exprimé leur solidarité avec les peuples d'Europe, avant une offensive qui essaye de les priver de leurs droits sociaux, empêchant l'accès aux services publics, qui menace la démocratie et encourage l'agression impérialiste comme en la Libye et comme ils essaient de le faire en Syrie et en Iran. Les partis membres du Secrétariat européen ont conclu la rencontre avec un engagement à continuer à lutter pour les droits des migrants, en particulier des demandeurs d'asile, en défendant un nouveau modèle économique qui assure les droits fondamentaux dans le respect de l'environnement, l'accès aux services publics et les droits des femmes.

## **Rendre tangibles les alternatives politiques Grèves, mobilisations et dialogue des forces politiques et sociales**

*Par Walter Baier, coordinateur de transform! Europe*

C'est une appréciation assez réaliste que Reuters a émise au début de son rapport sur la réunion du Conseil de l'UE : « L'Europe signe un pacte fiscal dirigé par l'Allemagne. La chancelière Angela Merkel a conforté son ascendant politique en Europe, lundi, quand 25 des 27 Etats de l'UE ont accepté un pacte d'inspiration allemande, pour une discipline budgétaire stricte, alors même qu'ils luttaient pour faire renaître la croissance des cendres de l'austérité. »

Comme on l'a démontré à maintes reprises, le paquet fiscal des États européens les oblige à introduire dans leur législation nationale un « frein à l'endettement » juridiquement contraignant et définit les déficits budgétaires, les dettes respectives des États, sous la menace d'un mécanisme de sanctions automatiques. Cette politique d'austérité synchronisée des Etats membres de l'Union européenne, imposée par le paquet fiscal, a récemment été mise en question par la directrice du FMI elle-même, Christine Lagarde, comme pouvant faire courir un risque à l'économie mondiale.

Les bienfaits et les dommages de cette politique d'austérité, orchestrée par la Commission européenne, le duo Merkel / Sarkozy et la BCE sont inégalement répartis. En pleine crise de la dette, les exportations allemandes de 2011 ont atteint – selon ce qu'on a annoncé début février - un niveau record de 1060.1 milliards d'euros (11,4% de plus que l'année précédente).

Dans le même temps, en Allemagne elle-même, les bénéfices et les profits sont concentrés au niveau le plus élevé possible. Dans cette veine, Peter Loescher, à la tête du conseil d'administration de la société internationale allemande Siemens, a déclaré un niveau record des résultats effectifs de l'entreprise pour l'exercice 2011. « Siemens dispose d'un portefeuille solide et est synonyme de stabilité et de confiance en ces temps troublés ». Le bénéfice de l'ensemble du secteur a grimpé de 36%, atteignant 9,1 milliards d'euros. C'est pourquoi les principaux syndicats, *ver.di* et IGM avancent, cette année, des revendications salariales ambitieuses et sont prêts à des actions collectives.

Sur le revers de la médaille, il y a des programmes de privatisation (expropriation) avec des réductions drastiques du niveau de vie impulsées par la troïka par le biais de la Grèce : baisse des salaires minimaux de plus de 20% dans le secteur privé ;

coupe réactive dans les fonds de pension, destruction du système de négociation collective ; licenciements massifs dans les services publics, etc (voir compte-rendu séparé).

### **Résistance et alternatives politiques**

En 2011, plus de 20 grèves générales, des grèves dans les services publics et des manifestations de masse, dans un cadre national, ont montré que dans toutes les parties de l'Europe la résistance contre la destruction de nos sociétés s'est accrue. Les premières semaines de l'année ont vu des grèves générales en Belgique et à nouveau en Grèce ainsi qu'une manifestation de plusieurs centaines de milliers de personnes au Portugal. Le 29 février, la Confédération Européenne des Syndicats a appelé à des actions dans toute l'Europe. Le 29 mars, une grande manifestation est prévue à Copenhague à l'occasion du Conseil de l'UE. La protestation croissante contre la politique d'austérité et la tendance autoritaire dans l'Union européenne s'exprimera dans la mobilisation pour une action de protestation spectaculaire devant la Banque centrale européenne de Francfort, prévue en mai de cette année.

Mais cela ne contrebalancera pas suffisamment l'offensive des régimes néo-libéraux. On a besoin d'efforts énergiques de la gauche, des syndicats, des mouvements sociaux, et de toutes les forces politiques pour développer des luttes unies à l'échelle européenne, et pour que s'expriment les convergences existantes en matière d'alternatives.

Les 29 et 30 mars, la 2e édition de la Conférence sociale conjointe, forum de concertation de représentants des syndicats, des mouvements sociaux et des ONG aura lieu à Bruxelles. L'un des thèmes débattu sera la préparation d'un sommet alternatif des citoyens de l'Europe à l'automne 2012. Les 30 et 31 mars, le Parti de la Gauche Européenne, en collaboration avec transform! Europe, invite également les syndicalistes, les politiques et les militants à un rassemblement dans lequel on débattera de l'idée d'un grand « sommet alternatif » mettant l'accent sur l'identification des convergences dans les analyses et les stratégies des différentes forces (programme, calendrier, lieu et modalités d'inscription seront bientôt disponibles).

Ces deux rassemblements sont inspirés de la même idée : l'Europe a besoin d'une autre politique, cela signifie également revoir les institutions et les traités ; pas dans le sens d'un durcissement du néo-libéralisme punitif, mais plutôt pour reconquérir la démocratie. Il existe des alternatives. Ce qui manque aujourd'hui, c'est un équilibre des pouvoirs pour mettre en œuvre ces alternatives et concevoir des processus politiques afin de ramener le projet européen sur la voie de la démocratie, du progrès social et écologique. Le sommet alternatif auquel nous appelons constituera une première étape dans la réalisation de ces objectifs.

## **Deuxième tour des élections présidentielles finlandaises Une brèche vers l'émancipation?**

*Par Ruurik Holm, Left Forum*

**Le dimanche 5 Février, Sauli Niinistö du Parti de la Coalition Nationale de centre-droit a été élu 12e président de la République de Finlande. Au deuxième tour des élections, il a largement battu le candidat du Parti Vert, Pekka Haavisto, avec 62,6% contre 37,4% à Haavisto. Le Parti de la Coalition nationale contrôle maintenant à la fois le siège de Premier ministre et le bureau du Président.**

La différence de résultat entre Niinisto et Haavisto est la plus importante de l'histoire des deux tours des élections présidentielles finlandaises. Les trois précédents deuxièmes tours ont toujours été assez serrés, la plus grande différence étant de 54% pour M. Martti Ahtisaari contre 46% pour Mme Elisabeth Rehn, en 1994.

Niinisto a été en tête des sondages d'opinion pendant les six ans qui se sont écoulés depuis les précédentes élections, dans lesquelles il a perdu contre l'actuelle présidente, Tarja Halonen, avec 48% contre 52% à Halonen.

Sauli Niinistö et Pekka Haavisto sont tous deux des hommes politiques pro-UE, qui ont laissé de nombreux électeurs, sans candidat acceptable pour le second tour. Paavo Vayrynen du Parti du Centre et Timo Soini des Vrais Finlandais ont recueilli au total environ 27% au premier tour, et Paavo Arhimäki de l'Alliance de Gauche 5,5%. Les euro-critiques nationalistes et de gauche les plus durs (notamment les grandes circonscriptions électorales du nord de la Finlande) n'ont donc pas eu de candidat satisfaisant, ce qui a abouti au plus faible taux de participation de tous les temps de ce système électoral, 68,9%. Pour une partie de la gauche, la précédente position d'Haavisto à l'égard d'une éventuelle adhésion de la Finlande à l'OTAN était trop molle et le doute a subsisté sur ses véritables intentions sur ce point, bien que Niinisto et Haavisto aient tous deux déclaré pendant la campagne qu'ils s'opposeraient à l'adhésion de la Finlande au cours de ce mandat.

Mais on peut dire que Pekka Haavisto a fait l'histoire à bien des égards. Ses propositions alternatives à Niinisto étaient, après tout, plus humaines, plus sociales, à plus forte valeur libérale, plus émancipatrices et plus impliquées dans les politiques internationales au sens large et pas seulement en termes de promotion des intérêts de l'industrie d'exportation finlandaise. Haavisto a mobilisé un grand nombre de personnes politiquement non-alignées et a même recueilli une somme significative venant de petites donateurs au cours de la campagne du second tour - chose sans précédent. Haavisto a même mobilisé quelque 20-30% des électeurs des Vrais Finlandais, ce qui est remarquable pour une personne vivant en partenariat officiel avec un homme d'origine équatorienne, Antonio Flores. Flores lui-même a joué un rôle visible dans la campagne de Haavisto.

La question la plus intéressante à propos des élections est leur effet global sur la vie politique finlandaise. Le climat d'intolérance a-t-il glissé vers un terrain d'émancipation ? Le Parti Vert peut-il tirer profit du succès de Haavisto ? La politique menée depuis longtemps par le vétéran Paavo Vayrynen peut-elle regagner la présidence du Parti du Centre durant l'été et de nouveau transformer le parti en une force critique de l'UE ? Que vont devenir les sociaux-démocrates, après le résultat désastreux de 6,7% de Paavo Lipponen ? Ces questions restent sans réponse et le prochain test sera celui des élections municipales en octobre de cette année.

## **Forum social thématique Rio +20 et Conseil International informel à Porto Alegre**

*par Francine Mestrum, Groupe de travail de transform! Bruxelles*

**Le Forum Social Thématique Rio +20, qui s'est tenu à Porto Alegre du 24 au 28 janvier, était un événement fort attendu. L'objectif était de préparer le Sommet**

## **des Peuples qui aura lieu à Rio au moment du sommet de l'ONU, en juin 2012.**

Plusieurs groupes thématiques ont travaillé sur des questions telles que l'eau, l'économie verte, les médias libres, les villes durables etc. Les conclusions ne sont pas claires sur tous les points, étant donné qu'il existe des différences d'opinion entre les mouvements sociaux et les syndicats concernant par exemple l'économie verte. En outre, malgré son intitulé : « crise capitaliste, justice sociale et environnementale », la dimension sociale a été largement absente. Certes, de nombreux orateurs ont souligné le fait que « les pauvres » seront les premières victimes du processus de changement climatique, mais que faire à ce sujet ? Mais les discussions ont été très intéressantes et on peut s'attendre à un Sommet populaire très dynamique, à Rio, en juin.

Après le Forum thématique, il y a eu une réunion informelle du Conseil International (CI). Il n'y aura pas de compte-rendu officiel. Mais les points débattus ont été très importants, car nous savons tous que nous devrions essayer de toute urgence de restructurer nos réunions, et surtout, notre façon de penser.

Beaucoup de grandes organisations ne viennent plus au Conseil International ou au FSM, et nous ne rencontrons pas les nouvelles organisations, comme les « *Indignados* » ou les « *Occupy* ». Tous s'accordent à dire que le processus du forum social est très, très animé, avec plus de 40 événements en 2011 et probablement autant en 2012. Mais ce sont des forums thématiques ou régionaux / locaux. Cette focalisation localisée est également présente dans les nouvelles organisations, alors que l'origine, le Forum social a émergé en réaction et résistance à une mondialisation injuste. Comment préserver la dynamique des mouvements dans ce contexte ? Et comment revitaliser la dimension mondiale ? Tous ces points devront être discutés lors du prochain Conseil International, qui ne sera pas à Diyar Bakir, comme prévu, mais qui sera organisé après le Forum Maghreb / Machrek, en Tunisie, du 10 au 14 juillet 2012. En outre, un Forum des forums sera organisé du 8 au 12 septembre à Santiago de Compostelle, Galice, Espagne. Ce sera l'occasion d'une sérieuse auto-évaluation.

## **Élus locaux et parlementaires européens se dressent ensemble pour une autre Europe !**

*Par Lysiane Alezard, REALPE*

Le Parlement européen à Bruxelles a organisé une réunion plutôt inhabituelle les 8 et 9 février. Convoqué par GUE et REALPE (réseau européen des autorités locales et des conseillers progressistes), plus d'une centaine d'élus locaux et de députés européens progressistes venant de 15 pays de l'UE se sont réunis pour échanger sur les conséquences des politiques d'austérité sur les pouvoirs locaux et de réfléchir à ce qu'on peut faire ensemble pour y faire face.

Des conférenciers venus de pays divers font des analyses communes - la situation s'est profondément détériorée au cours des derniers mois et la pauvreté a considérablement augmenté dans la plupart des pays. Grèce, Portugal, Irlande et Espagne sont particulièrement touchés. Le député européen, Nikos Chountis (Grèce), a montré comment les enfants de son pays ne peuvent plus prendre de petit déjeuner le matin avant d'aller à l'école. Bien que les municipalités n'aient pas de

ressources en trop, elles doivent encore organiser des repas du matin pour ces enfants ! Dans de nombreux pays, les instances locales ont fait banqueroute et ne peuvent plus répondre aux besoins grandissant de la population. Les services publics sont complètement démantelés. Les réductions de salaire viennent après celles des pensions et les suppressions d'emplois. Et les gouvernements tendent à augmenter les impôts sur les salariés.

Les participants ont convenu que cette situation n'est pas le fruit du hasard, mais est le résultat d'une politique néo-libérale délibérée qui nie le rôle novateur et de proximité des instances locales. Les politiques néolibérales ne se soucient pas de processus démocratiques, bien au contraire. Comme les municipalités et les maires en particulier demeurent les plus proches références des citoyens, il faut les supprimer et confier les services à des acteurs privés. Quand ils manquent de ressources essentielles pour fournir l'eau et l'énergie, ils sont tentés de faire appel à des entreprises privées pour fournir ces services.

Cette période, sans précédent, engendre colère, mécontentement et des mouvements sociaux croissants dans la plupart des pays. En Roumanie, le Premier ministre a dû démissionner. En Grèce et au Portugal, les grèves générales se développent régulièrement. Les élus locaux progressistes sont très actifs dans ces actions de protestation. Ce qui ressort de la réunion de Bruxelles a été une forte attente d'action commune. Que faire dans une situation aussi critique pour changer cela ? Comment REALPE peut-il aider à faire circuler l'information, les meilleures pratiques locales et la liste des entreprises « toxiques » ?

Cette réunion s'est donc achevée avec des propositions concrètes.

Les 100 participants ont décidé de soutenir la journée européenne d'action du 29 février initiée par la confédération européenne des syndicats. Suite à la préoccupation générale concernant la tendance actuelle à la privatisation croissante de l'approvisionnement en eau, les conseillers et parlementaires européens ont décidé de participer activement au Forum Alternatif mondial de l'eau qui se déroulera à Marseille (France) du 13 au 18 mars. Comme l'a proposé l'ancien député européen Francis Wurtz, nous serons tous présents à la réunion de Bruxelles les 30-31 Mars pour préparer le Sommet social européen alternatif, à l'initiative du Parti de la Gauche Européenne. REALPE a annoncé qu'il allait lancer un site web ([www.realpe-europa.eu/](http://www.realpe-europa.eu/)) pour regrouper toutes les actions des instances locales en Europe et contribuer à une mobilisation progressiste.

## Projet de recherche

# Politiques d'austérité et de la crise de représentation politique

*Par Elena Papadopoulou, Institut Nicos Poulantzas*

L'un des premières frontières différenciant l'interprétation dominante de la crise actuelle de celle partagée par la gauche sociale et politique ainsi que par les économistes hétérodoxes, est l'insistance mise par ces derniers sur le fait que nous avons affaire à une crise systémique grave du capitalisme, plutôt qu'à un écart de « caractère animal » du *modus operandi* économique proclamé par le passé. Regarder la crise d'un point de vue systémique, nous permet de saisir la nature interdépendante de ses différentes facettes et donc de mieux comprendre la réalité et de la contester plus efficacement.

Au cours des dernières années, les politiques d'austérité suivies dans de nombreux pays européens - et encore plus rigoureusement dans les pays d'Europe du Sud - résultant de la gestion de la crise par les élites européennes politiques et économiques, ont conduit à l'éclatement des clivages politiques cristallisés dans ces pays, qui à son tour a « dégelé » les systèmes de partis respectifs et a abouti à ce que nous pouvons légitimement appeler une « crise de la représentation politique ».

Comment les mesures de politique d'austérité dans trois des pays du Sud de l'Europe (Grèce, Portugal et Espagne) entraînent-elles la dissolution du lien entre les forces politiques en place et leurs couches sociales respectives ? Comment la crise déplace-t-elle les clivages politiques traditionnels ? Quels sont les défis stratégiques pour la gauche, en face de l'évolution sociétale de son milieu social en raison de mesures d'austérité ?

Telles sont les questions abordées dans le programme de recherche financé par transform! europe sous le titre : « Politiques d'austérité et crise de représentation politique - Grèce, Espagne, Portugal ». Le projet sera organisé par les trois fondations politiques respectives – Institut Nicos Poulantzas, Fondation pour les études marxistes (FIM) et Cultra - participant au réseau, et devrait aboutir en mars 2013.

Dans le cadre de leur travail, les chercheurs ont l'intention de publier des rapports sur les questions plus concrètes qui seront précisées lors de leur première réunion à la fin du mois.

## Nécrologie

### Theo Angelopoulos (1935 – 2012)

Par Aliki Kosyfologou, Université d'Athènes

Théodore Angelopoulos était fils d'un otage de la guerre civile grecque qui est rentré chez lui alors qu'Angelopoulos avait 9 ans. L'absence de son père et le sentiment qu'une grande partie de la société grecque était « privée de voix » a marqué son enfance de façon irrémédiable et a eu un impact énorme sur sa cinématographie à caractère autobiographique.

Dans son premier long-métrage, *La Reconstitution* (1970), Angelopoulos exprime son profond intérêt pour le paysage montagneux grec, tout en étudiant la question des femmes dans une société rurale. Angelopoulos est devenu un membre « apprécié » de l'intelligentsia grecque de gauche comme narrateur de l'histoire contemporaine grecque d'un point de vue de gauche.

Le fait qu'il luttait pour préserver dans ses films le caractère visionnaire de son orientation politique a fait de son travail un point de référence pour la mémoire collective de gauche en Grèce. Dans sa trilogie, *Jours de 36* (1972), *Le Voyage des comédiens* (1975), et *Les Chasseurs* (1977), il a exploré à la manière brechtienne la « manipulation » des faits historiques et en a fait une poésie éloquente.

Au milieu des années quatre-vingt et après, Angelopoulos a choisi la voie alternative de films moins politiques, beaucoup de films d'auto-portraits et impressionnistes, utilisant la photographie comme moyen d'expression principal. Ses derniers films peuvent être considérés comme un appel à la célébration de l'image, comme pure forme du « cinéma des auteurs », où la vision personnelle de l'auteur se reflète à nouveau. L'idée du film comme activité de l'esprit ayant sa fin en soi explique probablement la longueur de ses plans.

Paradoxalement, après sa mort, les partis grecs bourgeois l'ont proclamé représentant « national » de la culture grecque moderne, même si aucun de ses films ne pourrait être considéré comme consensuel ou dans le courant de l'idéologie dominante.

Ironie du sort, son dernier film inachevé, *L'Autre Mer* - il est mort alors qu'il tournait - a marqué son retour à la politique dans le récit du film. Avec *L'Autre Mer*, Angelopoulos a imaginé une métaphore de la crise complexe du social en Grèce et en Europe, à travers le portrait d'un homme d'affaires corrompu impliqué dans la politique. Le tournage a commencé le 29 décembre. La plus grande partie se déroule au Pirée, où « Theo » de façon tragique et inattendue a rendu son dernier soupir.

# Annonces

Nouvelle publication, éditée par Steffen Lehndorff

## **Triomphe des idées qui ont échoué : Modèles européens du capitalisme dans la crise**

Le livre, publié par l'Institut syndical européen (ETUI), est le résultat d'un atelier organisé par le réseau DYNAMO, avec le soutien de transform! Europe, à Paris en mars 2011.

Le rédacteur en chef, Steffen Lehndorff, est directeur de recherche au Département de temps de travail et de l'organisation du travail à l'IAQ (Institut Arbeit und Qualifikation), Université de Duisburg-Essen.

La crise actuelle en Europe est labellisée, par les médias et les politiques dominants, « crise de la dette publique ». Ce livre dresse un tableau sensiblement différent. Ce qui se passe aujourd'hui s'enracine, dans une grande diversité de chemins, dans la déstabilisation des modèles nationaux de capitalisme en raison de la prédominance du néolibéralisme depuis la disparition de l' « âge d'or » d'après-guerre. Dix analyses nationales donnent un aperçu des moyens nationaux d'adaptation - ou leur incapacité à faire face - avec la crise actuelle. Elles montrent dans quelle mesure les modèles respectifs de développement socio-économique sont non durables, que ce soit pour le pays concernés, ou pour d'autres pays.

La ligne directrice du livre est double. Tout d'abord, il n'y aura pas de programme de réforme européen à moins que chaque pays fasse son propre travail. La deuxième urgence est celle d'un nouvel agenda de réforme européenne sans lequel les approches alternatives dans les différents pays seront inévitablement étouffées. Ce message, livré dans les chapitres concernant les différents pays, est souligné par des chapitres plus généraux sur les perspectives de la politique syndicale en Europe et sur les politiques d'austérité actuelles et leur interaction avec les nouvelles approches de gouvernance économique au niveau de l'UE. Ces idées visent à permettre une meilleure compréhension par delà les frontières à un moment où le discours européen est utilisé comme un écran de fumée pour l'égoïsme national.

### **Contenu**

*Steffen Lehndorff* : Introduction - Triomphe des idées qui ont échoué

*Dominique Anxo* : D'une crise à l'autre : le modèle suédois revisité dans la tourmente.

*Damian Grimshaw, Jill Rubery* : Renforcer le néolibéralisme : crise et austérité au Royaume-Uni

*James Wickham* : Après la fin de partie : le modèle de l'emploi irlandais et les paradoxes du non-apprentissage.

*Steffen Lehndorff* : le capitalisme allemand et la crise européenne : partie de la solution ou partie du problème?

*Florence Jany-Catrice, Michel Lallement* : la France confrontée à la crise: les symptômes économiques aggravent les inégalités sociales

*Christoph Hermann, Jorg Flecker* : Le modèle autrichien et la crise financière et

économique

*Andras Toth, Laszlo Neumann, Horten-zia Hosszu* : le profond malaise de la Hongrie  
*Maria Karamessini* : crise de la dette souveraine : une opportunité pour compléter le projet néolibéral et démanteler le modèle d'emploi grec

*Annamaria Simonazzi* : Italie - Chronique d'une crise annoncée

*Josep Banyuls, Albert Recio* : Espagne - le cauchemar du néolibéralisme méditerranéen

*Hans-Jürgen Urban* : Crise du corporatisme et revitalisation syndicale en Europe

*Janine Leschke, Sotiria Theodoropou-lou, Andrew Watt* : Comment les réformes de gouvernance économique et les mesures d'austérité affectent-elles la croissance inclusive telle qu'elle est formulée dans la stratégie Europe 2020 ?

Pour toute commande, vous pouvez contacter Liselotte Borre: [lborre@etui.org](mailto:lborre@etui.org)

L'introduction, l'analyse concernant dix pays et les deux articles sur les stratégies européennes peuvent être téléchargés sur :

<http://www.etui.org/Publications2/Books/A-triumph-of-failed-ideas-European-models-of-capitalism-in-the-crisis>

## **Actuellement disponibles en anglais, allemand et français**

### **Versions imprimées de l'EuroMemorandum 2012**

Les plaquettes de la version imprimée de l'EuroMemorandum "L'intégration européenne à la croisée des chemins : approfondir la démocratie pour la stabilité, la solidarité et la justice sociale" publiées par transform ! sont maintenant disponibles en anglais, français et allemand. La version grecque sera publiée en ligne.

L'*EuroMemorandum* est publié par les *Économistes européens pour une politique économique alternative en Europe* et soutenu par plus de 450 économistes.

Pour le commander, prière de vous adresser à [office@transform-network.net](mailto:office@transform-network.net) ou aux organisations nationales suivantes :

Espaces Marx pour la version française : [Espaces\\_Marx@internatif.org](mailto:Espaces_Marx@internatif.org)

Sozialismus pour la version allemande : [redaktion@sozialismus.de](mailto:redaktion@sozialismus.de)

Nicos Poulantzas Institute pour la version grecque (numérique) : [info@poulantzas.gr](mailto:info@poulantzas.gr)

## **Conférences Peter Kreisky 1/2012**

### **Une tempête souffle du paradis**

**Michael Löwy débat avec Eva Brenner et Walter Baier**

Vienne, 23 Février 2012

Le débat sur le livre de Michael Löwy *Juifs hétérodoxes, messianisme, romantisme et utopie* sera animé par Eva Brenner (FLEISCHEREI\_mobil) et Walter Baier (transform! europe).

Avec l'essai *Juifs hétérodoxes*, publié en 2010 aux Éditions de l'Éclat à Paris, Michael Loewy revient à un thème qu'il avait déjà traité dans son livre *Rédemption et Utopie. Le Judaïsme libertaire en Europe Centrale* (En allemand : Karin Kramer

Verlag, Berlin, 1997 : Erlösung und Utopie. Jüdischer Messianismus und libertäres Denken. Eine Wahlverwandtschaft) publié en 1988 : la gauche révolutionnaire et le judaïsme, c'est-à-dire les relations multiples et les interconnexions ayant existé au début du 20ème siècle entre le socialisme, le communisme et l'anarchisme d'un côté, et entre le judaïsme libertaire, hétérodoxe de l'autre côté du spectre.

Il suffit de citer quelques représentants de cette affinité élective (Wahlverwandtschaft) - Hannah Arendt, Walter Benjamin, Gershom Sholem, Georg Lukács, Manès Sperber, Ernst Bloch und Martin Bube - pour saisir la grande profondeur de cet univers intellectuel. Löwy réussit avec son travail à dénicher et à ramener à la lumière un chapitre important de l'histoire intellectuelle européenne enseveli sous les décombres du fascisme et la guerre froide.

Walter Benjamin est la figure centrale de son livre et des cheminements de son essai introductif sur les intellectuels juifs européens et des chapitres suivants consacrés à d'importants représentants. Son pessimisme romantique-utopique devant le progrès qui a tant enthousiasmé la gauche, constitue le fil rouge de ce travail. De cette façon, le livre de Loewy est d'une actualité surprenante lorsqu'on le considère dans le contexte des crises économiques, des guerres et des catastrophes écologiques qui caractérisent la réalité actuelle. Lieu: Théâtre juif d'Autriche, Kandlgasse 6, 1070 Vienne

Jeudi, 23 Février, 19 heures, débat, musique, vidéo, rafraîchissements

Musique: Caroline Koczan (Chansons), Ya-suko Yamamoto (piano)

**Michael Löwy** est né en 1938 à São Paulo, de parents juifs qui ont fui Vienne en 1934 à cause de l'austro-fascisme, de l'antisémitisme et de l'Anschluss imminent. Il a étudié les sciences sociales dans les années 1960, puis la philosophie et la littérature à Paris. Il a fait aussi des séjours d'étude aux universités de Haïfa, Jérusalem, Tel-Aviv et à Manchester. Depuis 1977, Loewy est directeur de recherche au Centre national de la Recherche Scientifique (CNRS) et à l'EHESS à Paris. Depuis les années 1960, il a été membre du mouvement trotskiste et de la Quatrième Internationale. Une des premières recherches de Loewy a porté sur le développement historique du marxisme en Amérique latine, sa forme et son contenu. Plus tard, il s'est lancé dans l'étude de la théologie de la libération, dans des études comparatives des messianismes chrétiens et juifs en relation avec la formation de la théorie marxiste et anarchiste au cours du 20e siècle, à quoi il faut ajouter ses préoccupations relatives aux inter-relations entre le marxisme et le nationalisme. Après des auteurs comme Ernst Bloch, Löwy accorde une importance particulière à la dimension utopique du marxisme. Ses ouvrages les plus récents sont consacrés à l'écologie et au socialisme. Conférences Peter Kreisky

La série de conférences se présente sous le nouveau sous-titre « conférences Peter Kreisky », en hommage à Peter Kreisky qui les a soutenues et leur a donné forme pendant une longue période. En 2012, les conférences sont consacrées à des thèmes concernant notre actuelle démocratie et les crises de culture dans le contexte de la « Grande Crise » que nous connaissons et qui semble ne pas devoir s'arrêter après 3 ans.

Les conférences Peter Kreisky 2012 sont une co-opération entre FLEISCHEREI\_mobil, l'Académie diplomatique de Vienne, transform! europe, transform! Autriche et OKTO.tv. Radio ORANGE et OKTO.tv les éditeront et diffuseront dans leur programme.

Contact :

FLEISCHEREI\_mobil Neustiftgasse 133/13 1070 Vienne  
[www.experimentaltheater.com](http://www.experimentaltheater.com)

**1<sup>er</sup> mars 2012**

## **La grève des migrants transnationaux**

*Par Barbara Steiner, transform! Europe*

Le 1er mars est devenu une journée symbolique de grève des migrants transnationaux. Les militants n'utilisent pas seulement l'expression « grève » dans son sens littéral lié au travail et à la force de travail - ils veulent aussi faire grève contre la banalisation actuelle du racisme.

Les protestations transnationales du 1er mars ont été lancées aux Etats-Unis en 2006 et ont invité les migrants d'autres pays comme la France, l'Italie, l'Espagne et la Grèce en 2010 à organiser et prendre des initiatives ce jour-là. Sous le slogan « 24 heures sans nous », les migrants ont montré clairement l'importance de leurs contributions au fonctionnement de la vie quotidienne de nos sociétés. En Autriche, la première grève des migrants transnationaux a eu lieu en mars 2011, sous la forme d'actions communes, telles qu'une manifestation, mais aussi sous la forme de nombreuses actions locales.

Les militants se considèrent eux-mêmes comme appartenant à un mouvement transnational. Même si il n'y a pas eu d'actions communes à ce jour, les protestations et les revendications s'inspirent mutuellement dans le monde. L'échange d'expériences, la tentative de parvenir à des changements à partir du niveau national et le lien avec les grévistes et les manifestations dans d'autres pays et villes – notamment par la projection de vidéo sur les murs au cours des manifestations – sont considérés comme très importants.

La restriction de l'immigration et du droit d'asile dans toute l'Europe entraîne la mise en détention des réfugiés et installe des barrières pour les migrants non-qualifiés dans un domaine particulier ; des freins sont mis au regroupement familial et les tests de langue sont un préalable obligatoire pour avoir l'autorisation de rester et de travailler légalement dans un pays. Au lieu de reconnaître les chances et les avantages qu'apporte une pluralité de langues et d'apprentissages de la langue maternelle, la politique est d'imposer aux migrants des règles strictes d'apprentissage de la langue officielle. Les migrants sont obligés d'utiliser ce qu'on appelle la langue « native » (d'autres langues « occidentales » sont aussi les bienvenues) au travail et à l'école. Dans l'espace public, la domination des langues officielles le montre, même si, par exemple, une loi constitutionnelle impose, en Autriche, d'avoir des panneaux routiers bilingues dans les régions où existent des minorités nationales reconnues, cette pratique est contestée. C'est pourquoi, cette année, les actions du 1er mars, en Autriche, mettront l'accent sur une grève de la langue. L'objectif est d'exprimer le refus d'obéir à l'usage exclusif d'une langue de domination.

Une des spécificités de la pratique politique de la grève des migrants transnationaux est la grande importance accordée à la culture et l'art. Elle renouvelle les slogans toujours identiques et quelque peu ennuyeux. Une autre différence par rapport aux politiques de gauche traditionnelles, c'est la volonté d'organiser avec les réfugiés et les migrants, d'apprendre des expériences des uns des autres, de mettre l'accent sur

l'autonomisation et de refuser tout regard de victimisation ainsi que la condescendance qui consiste à parler à leur place.

L'appel du groupe à la grève des migrants viennois, cette année dit que le 1<sup>er</sup> mars sera une journée de mobilisation, de colère, de sensibilisation en s'exprimant par la voix et la grève. Nous invitons tout le monde indépendamment des identités transgressives et des appartenances ethniques à se joindre à cette protestation et à faire grève contre le racisme. Profitons de cette journée pour associer nos différences pour trouver un langage commun nouveau. Nous en finissons à la division entre Nous et Vous. Nous sommes tous l'avenir !

## **Atelier**

### **Nouveaux populismes et parti européens de droite et de droite extrême : défi et perspectives de la gauche**

**Milan, 9-10 mars 2012**

De nouveaux populismes hantent l'Europe. Ces populismes sont caractéristiques des partis de la droite politique européenne, tant à l'ouest qu'à l'est. De nouvelles vagues de discriminations traditionnelles, du point de vue social, culturel, politique, racial etc, sont renforcées par de nouvelles discriminations en raison des changements du monde contemporain.

Le contexte de la crise mondiale du capitalisme et de la crise environnementale et climatique déclenche des dynamiques de gestion par la « peur » et l' « urgence ». Les couches populaires et les couches inférieures des classes moyennes des sociétés européennes constituent la base de masse de ces populismes et de ces partis de droite. La « construction d'un ennemi » constitue le contexte culturel de la légitimité des classes dirigeantes.

L'objectif de la réunion est d'analyser les phénomènes nouveaux et de d'échanger sur la stratégie et l'état des partis européens de gauche et des mouvements sociaux, aux prises avec le nouveau contexte, et avec les vieux problèmes de redéfinition des formes traditionnelles politiques et organisationnelles.

L'atelier sera organisé par *transform! Europe*, *Fondation Rosa Luxemburg*, et *Associazione Culturale Punto Rosso*, avec la contribution de la GUE / NGL.

## **PROGRAMME**

### **Vendredi 9 mars,**

15h00-20h00 : Introduction générale (par un représentant *Punto Rosso*)

#### **Séance I (1ère partie)**

Introduction par Walter Baier - le nationalisme et le populisme en Europe

#### **Cadre théorique : la crise du capitalisme et les cultures et sous-cultures qui l'expriment**

- Le populisme comme concept théorique (Ernesto Laclau, Université d'Essex)
- Anciens populismes / nouveaux populismes : le cas du Front National en France (René Monzat)
- Travail et populisme : le clivage entre main d'œuvre « qualifiée » et « non qualifiée » et précarité (Andrea Fumagalli, de l'Université de Pavie)

#### **Les cas et les réalités nationales**

- Grèce (Dimostenis Papadatos-Anagnostopoulos)

- Suède (non déterminé) □
- Autriche (Bernhard Heinzlmaier) □
- Italie: Ligue du Nord et populisme de Berlusconi (Roberto Biorcio, Université de Milan-Bicocca)

**Samedi 10 mars, 9 heures 30-18h30**

**Séance I (2e partie), 9h30**

**Les cas et les réalités nationales (deuxième partie)**

- Hongrie (non déterminé) □
- Le paysage européen d'extrême droite avec une attention particulière sur les populismes et les partis d'extrême droite européens de l'Est (Saverio Ferrari, Osservatorio Democratico Italia)

**La droite européenne comme expression d'une crise des attitudes traditionnelles et nouveau contexte**

- fraction de droite extrême au Parlement européen, partis de droite européens, alternatives de droite pour l'Union européenne (Thilo Janssen)

**Séance II (1ère partie), jusqu'à 13h00**

**La Gauche européenne: crise de l'approche traditionnelle et nouveau contexte**

contributions d'Elisabeth Gauthier, Haris Golemis, de Mimmo Porcaro

**Séance II (2e partie), 15:00-18:30**

Table ronde finale

**Défi pour la gauche : nouvelles perspectives pour de nouvelles tâches**

- Présentation □ par Walter Baier □
- Contributions de Luciana Castellina (ancienne Parlementaire européenne), Hans van Heijningen (à confirmer), Susanna Camusso (secrétaire nationale de la CGIL), Michael Brie (Fondation Rosa Luxemburg), et un représentant du Parti de la Gauche Européenne.

**Lieu :**

Casa della Cultura Via Borgogna 3 Milan

**Conférence de Copenhague**

**La crise en Europe et les alternatives de gauche**

**17-18 mars 2012**

*Par Inger V. Johansen Dpt des affaires européennes, Alliance Rouge-Verte*

Nous sommes heureux de vous annoncer cette cette conférence organisée par le nouveau réseau *Transform ! Danmark*, ainsi que par *ransform! europe* et plusieurs revues et medias danois de gauche. Cette initiative est également soutenue par l'Alliance Rouge-Verte.

Le premier objectif de la conférence et du réseau est de promouvoir un débat plus approfondi au Danemark sur la crise en Europe et les alternatives à gauche du point de vue d'une gauche radicale/socialiste. Une plate-forme, des statuts et de nouvelles priorités seront décidés par l'assemblée générale qui aura lieu prochainement.

**PROGRAMME**

**Samedi 17 mars**

**9.00 – 10.00:** Enregistrement

**10.00 – 10.30: Accueil**

*Nikolaj Villumsen* (Député, Enhedslisten/ Alliance Rouge-Verte, responsable des affaires européennes)

*Jonas Söderquist* (Centre d'études sociales marxistes, Suède) présente le réseau transform! europe

**10.30 : La crise en Europe**

*Samir Amin* (Directeur du Forum du Tiers-Monde à Dakar, Sénégal, président du Forum Mondial des Alternatives)

*Susan George* (Présidente du Transnational Institute, présidente honoraire d'ATTAC)

*Haris Golemis* (Directeur de l'Institut Nicos Poulantzas, Athènes)

**12.45 - 13.45** : Repas

**13.45 – 15.30** : Discussion plénière

**15h30 – 16h00** : Pause café

**16.00-16.35** : **Crise climatique, environnementale. Solutions**

*Elmar Altvater*

**16.30 - 17.30** : Questions par *Rolf Czeskleba-Dupont*

Discussion plénière

**Dimanche 18 mars :**

**9,30 - 10,40: Alternatives de gauche. Stratégies socialistes en Europe**

*Elisabeth Gauthier*, (directrice d'Espaces Marx, France)

*Kenneth Haar* (chercheur, Corporate Europe Observatory)

**10.40 – 11.10** : Pause café

**11..30 - 13.30** : Commentaires des intervenants du samedi, discussion plénière

Inscription et informations : [www.transform.dk](http://www.transform.dk)

**Inscription:** 1er février – 10 mars 2012

**Organisateurs** : *Transform! Danemark* en coopération avec le réseau *transform! europe* ; soutenu par les magazines de gauche, *Det Ny Clarté*, *Solidaritet*, *Kritisk Debat*, *Socialistisk Information* et *Grobund* (association éducative de gauche) et *Enhedslisten* (l'Alliance Rouge-Verte).

**Lieu:**

Ørestad Gymnasium

Ørestads Boulevard 75

DK 2300 Copenhagen S

**Atelier organisé par Espaces Marx**

**Que révèle le débat sur la « Dé-mondialisation » ?  
Comment concevoir une alternative aux logiques complexes du  
capitalisme financiarisé et mondialisé ?**

**Paris, 24 mars 2012, 14h00 - 22h00**

**PROGRAMME**

1. De quoi est-il question lorsque l'on parle de « dé-mondialisation » ?
  - Quel en est l'usage fait par des acteurs politiques et sociaux ?

- Que révèle ce débat, quel est son impact ?

## 2. Quelles nouvelles réalités et contradictions font surgir ce débat ?

- La crise historique actuelle, en quoi modifie-t-elle le regard sur la « mondialisation » ?
- Dans cette crise, de quelle façon évoluent les enjeux tels que la confrontation de classe et la fonction des Etats-nations ?
- La recherche de « protections » face aux logiques destructrices, nécessite-t-elle une modification de paradigme ?

## 3. Comment définir « l'autre logique » que vise la gauche transformatrice ?

- Quelle portée alternative revêtent les approches : « lutter pour un autre monde », « changer le monde », « pour une mondialité solidaire » ou encore « dépasser le capitalisme », viser « une civilisation solidaire » ?
- Quelles options concernant le modèle économique et social, la transition écologique, la propriété, les pouvoirs, la démocratie... fonderaient une logique en rupture avec celle qui domine ?
- Quels sont les ressorts présents dans nos sociétés pour avancer vers une autre logique ? Quelles brèches pour disputer efficacement l'hégémonie néolibérale ?

Lieu : Espace Niemeyer, 6 avenue Mathurin Moreau, 75019 Paris, Métro Colonel Fabien

## Séminaire sur la question nationale en Europe centrale et orientale

### Explorer la possibilité d'une plate-forme de coopération internationaliste

Bucarest, 21-22 avril 2012

*Par Petre Damo \**

L'Association pour le développement du Forum Social Roumain (AD FSR), avec le soutien et la participation du réseau transform! Europe et du groupe parlementaire européen GUE / NGL représenté par Mme Gabi Zimmer, députée européenne, organisent un séminaire « La question nationale en Europe centrale et orientale » les 21-22 avril 2012, à Bucarest, Roumanie.

Les peuples ont été à la quête de leur identité, à la fois comme individus et des groupes, depuis des temps immémoriaux. En retour, la notion d'identité a été perçue sous une multitude de formes, passant de l'individu au national, de la vie culturelle au religieux ou au politique.

On sait bien que la question nationale en Europe centrale et orientale a provoqué des affrontements politiques, sociaux, économiques, culturels et religieux aboutissant à une rupture sociale, à la haine ethnique, à une fragmentation géopolitique et, éventuellement, à des guerres suivies d'interventions « réglementaires » néolibérales.

Le réveil du nationalisme extrême, l'ethnocentrisme et le chauvinisme dans la Roumanie d'après 1989, l'éclatement de l'ex-Yougoslavie après la guerre civile dans les années 1990 se terminant en conflits larvés, les questions ethniques hongroises

non résolues en Transylvanie, les différends larvés roumains - Moldaves - Russes - Ukrainiens, la montée du néo-fascisme, du néo-nazisme et du racisme en Hongrie, en Allemagne, en Autriche et dans d'autres pays d'Europe centrale et orientale ces derniers temps, autant de raisons qui justifient la nécessité d'une telle initiative.

Quelles pourraient être les réponses d'acteurs sociaux et politiques progressistes aux questions difficiles liées à la situation esquissée ci-dessus qui se déroule sur le terrain de l'échec d'un paradigme européen néolibéral de plus en plus agressif ?

Le séminaire aborde la question controversée de la question nationale en Europe centrale et orientale, dans une perspective complexe d'interdépendance, c'est-à-dire liée au passé historique et politique (relation de cause à effet) et au projet européen.

### **Objectifs :**

- \_ fournir un espace approprié pour débattre de ce qui précède;
- \_ mettre en place d'une étude stratégique sur la base de l'analyse objective des contradictions qui existent en Europe centrale et orientale en ce qui concerne les aspects sensibles de la question nationale, éventuellement pour contester les approches officielles;
- \_ ouvrir une nouvelle perspective européenne aux vrais problèmes culturels et politiques rencontrés par les peuples, en termes de majorité contre minorité, et de représentants légitimes dans cette région;
- \_ explorer la possibilité d'une plate-forme internationaliste de coopération pour trouver des réponses démocratiques aux différents conflits larvés et potentiels, ainsi qu'aux contradictions nationales dans la région;
- \_ impliquer progressivement les acteurs intéressés d'autres pays comme la Grèce, la Fédération de Russie, la Turquie, etc, qui sont soit liés à Europe centrale et orientale et / ou disposent de leurs propres particularités à cet égard.

### **Quatre études de cas**

Le séminaire a été conçu en vue d'une approche dialectique structurée, analytique et de gauche européenne critique des quatre études de cas suivantes :

1. Moldavie - Roumanie - Russie - Ukraine. La situation actuelle par rapport à la situation à l'époque soviétique par rapport à la situation passée ;
2. Hongrie - Roumanie / Transylvanie - Autriche - République tchèque - Slovaquie - Pologne. Situation actuelle par rapport à la situation d'avant 1989 par rapport à la situation de la période 1848 à 1918 ;
3. Les Balkans et l'ex-Yougoslavie. Situation actuelle par rapport à la situation de l'époque de la guerre civile en Yougoslavie, par rapport à la période d'avant 1989;
4. Les Roms et les Sintis en Europe centrale et orientale. Situation actuelle par rapport à la situation passée.

Le séminaire « La question nationale en Europe centrale et orientale » est un projet ambitieux qui a manifestement suscité un intérêt parmi les intervenants/contributeurs invités. En témoignent les premières réactions positives et les confirmations de participation.

Comme c'est le tout premier événement de ce genre en Europe centrale et orientale, et en particulier en Roumanie, les attentes des deux organisateurs et des participants sont élevées. Nous sommes conscients de la difficulté et de l'importance de cette tâche et nous ne pouvons que travailler dur dans le temps qui nous reste.

Liens:

[www.forumulsocialroman.ro](http://www.forumulsocialroman.ro)

[www.conferintasocialareunita.ro](http://www.conferintasocialareunita.ro)

[www.jointsocialconference.eu](http://www.jointsocialconference.eu)

- *L'auteur est le concepteur du projet et le responsable de'AD FSR (Association pour le développement du Forum Social Roumain).*

### **Abonnez-vous à la newsletter de **transform!****

La newsletter de transform! est publiée chaque mois et constitue un service e-mail gratuit de notre réseau. Elle est envoyée directement dans votre boîte de réception.

Pour vous inscrire il suffit d'envoyer un e-mail à : [office@transform-network.net](mailto:office@transform-network.net) ou consultez notre site web.

Dans le cas où vous souhaitez vous désabonner, envoyez également un e-mail à : [office@transform-network.net](mailto:office@transform-network.net)